



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Renforcer la résilience face à la criminalité organisée : un examen politique

Yvon Dandurand, Lucia Bird Ruiz Benitez de Lugo, Kingsley Madueke
et Oumar Zombre



Résumé

Les approches étatiques du renforcement de la résilience face à la criminalité organisée doivent impérativement être complétées par des réponses adaptées au contexte, venant des communautés elles-mêmes, qui s'élèvent contre la criminalité organisée et la violence au niveau local. En effet, les communautés locales sont des éléments clés de la réponse à apporter aux effets déstabilisants de la criminalité organisée dans les situations de conflit et d'après-conflit. Les parties prenantes ont encore des difficultés à cerner toutes les composantes de la résilience des communautés face à la criminalité organisée, en particulier dans les contextes instables. Cette note de synthèse vise à combler cette lacune en analysant les principaux facteurs de la résilience communautaire – notamment le capital social, la capacité communautaire, le rôle des femmes, le capital économique et les infrastructures – dans quatre communautés au Nigeria, en Guinée-Bissau et au Burkina Faso.

Cette note de synthèse se fonde sur un rapport de recherche intitulé *Building resilience to organised crime*.

Recommandations

- Cibler en priorité la corruption dans le secteur public pour renforcer la légitimité de l'État et promouvoir la résilience des communautés face à la criminalité organisée.
- S'attaquer aux obstacles contextuels à la résilience des communautés, notamment le manque de coordination entre les acteurs de la résilience et le manque de sensibilisation du public à l'impact local des marchés illicites.
- Renforcer la gouvernance locale, notamment le leadership et les mécanismes de gouvernance traditionnels.
- Soutenir l'amélioration des relations et de la coopération entre les institutions étatiques, les mécanismes de gouvernance locale et les acteurs locaux de la résilience.
- Des groupes de défense civile et d'autres acteurs non étatiques de sécurité peuvent opérer au niveau local. S'ils sont cités par les communautés comme des éléments clés de la résilience, aider les communautés à s'engager avec eux et à négocier les attentes et les règles.



OCWAR-T

Organised Crime: West African Response to Trafficking

Introduction

Dans des pans entiers de l'Afrique de l'Ouest, on constate un important chevauchement géographique entre les zones où les économies illicites prospèrent et les régions touchées par les conflits et l'instabilité. Les économies illicites font partie de l'environnement qui permet aux conflits de naître et de perdurer. Pour élaborer des réponses plus efficaces, il est donc essentiel de comprendre comment ces phénomènes interagissent avec la résilience des communautés dans ces contextes d'instabilité. À ce jour, de nombreuses mesures centrées sur l'État face aux économies illicites se sont révélées inefficaces, voire contre-productives, déclenchant des flambées de violence ou portant atteinte à la légitimité de l'État.

Les acteurs prennent de plus en plus conscience de la nécessité d'innover et de compléter les approches étatiques visant à renforcer la résilience à la criminalité organisée par des réponses communautaires, adaptées au contexte, qui permettent de lutter contre la criminalité organisée et la violence au niveau local. Cette démarche implique de reconnaître les communautés locales comme des éléments clés de la réponse à la criminalité organisée et à ses effets déstabilisants, y compris dans les situations de conflit et d'après-conflit.

L'un des défis réside dans le fait que l'on ne sait pas totalement comment se construit la résilience des communautés, ni comment celle-ci interagit avec la résilience au niveau de l'État. Consciente de ce fait, l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC) a conçu un axe de recherche visant à explorer les éléments constitutifs de la résilience communautaire, en se concentrant sur les contextes de conflit ou d'instabilité. Ce dispositif vient compléter un ensemble croissant d'éléments factuels permettant d'apprécier les approches ascendantes de consolidation de la paix, qui sont axées sur la résolution des conflits locaux¹. La présente note de synthèse constitue l'une des composantes de ce volet de recherche. Elle présente les principales conclusions d'un projet visant à tester un cadre d'analyse de la résilience face à la criminalité organisée au niveau communautaire dans des contextes de conflit ou de fragilité.

À ce jour, de nombreuses mesures étatiques face aux économies illicites se sont révélées inefficaces

Cette recherche se compose d'études de terrain menées dans cinq communautés d'Afrique de l'Ouest : Dadin Kowa, Nasarawa Gwong et Angwan Rukuba à Jos, au Nigeria ; la mine d'or de Radgo et la communauté pastorale au Burkina Faso² ; et Pitche, dans la région de Gabú en Guinée-Bissau. Les données ont été recueillies dans le cadre de discussions de groupe et d'entretiens semi-structurés. Chacune de ces communautés est confrontée à des niveaux différents de menace émanant des économies illicites et des groupes extrémistes violents, et chacune présente des niveaux différents de résilience. Les communautés ont été choisies et comparées afin de mieux comprendre le rôle et l'interaction des principaux facteurs de résilience dans différents contextes ouest-africains. Des études de cas détaillées de chacune des communautés étudiées, ainsi que des conclusions plus approfondies, sont publiées dans un rapport de recherche associé³.

L'étude a cherché à faire la lumière sur les questions suivantes :

- Comment fonctionnent les moteurs de la résilience au niveau des communautés et quels sont les facteurs clés qui affectent la résilience d'une communauté face à la criminalité organisée et à la violence ?
- Quels sont les facteurs qui favorisent la résilience locale dans des contextes marqués par une forte criminalité et une grande instabilité ?
- Quels sont les facteurs qui font obstacle à la résilience des communautés face à la criminalité organisée, notamment dans les contextes de conflit et de fragilité ?
- Que peuvent faire les États et les acteurs internationaux pour renforcer la résilience au niveau communautaire ?

Cette étude exploratoire a été menée en parallèle avec une étude similaire en Afrique de l'Est, où des études de terrain ont été coordonnées au Kenya et au Mozambique. Les deux études sont destinées à se compléter

mutuellement, en permettant de mieux comprendre les composantes de la résilience des communautés face à la criminalité organisée. Toutes deux ont exploré la résilience des communautés dans des contextes confrontés à divers degrés de menaces sécuritaires : certaines communautés étaient en proie à des insurrections de grande ampleur, d'autres étaient confrontées à la criminalité urbaine et à la violence des gangs, et d'autres encore connaissaient des menaces sécuritaires nettement moins graves.

Comprendre la résilience communautaire

Selon la définition de travail retenue par la GI-TOC, dans le contexte de la résilience à la criminalité organisée, la résilience communautaire désigne la faculté d'une communauté à répondre à la criminalité organisée tout en conservant ses capacités fonctionnelles. Cette notion fait référence à l'aptitude collective d'une communauté à absorber le changement, à se transformer et à saisir les possibilités d'améliorer ses conditions.

Les moteurs de la résilience communautaire et les facteurs liés à la vulnérabilité globale d'une communauté à la criminalité organisée ne sont pas encore suffisamment bien compris. La première étape consistait à concevoir un instrument permettant d'analyser la résilience des communautés d'Afrique de l'Ouest. Cela a été fait en consultation avec l'équipe de la GI-TOC chargée de coordonner une étude sur la résilience des communautés en Afrique de l'Est.

Une analyse documentaire a été menée sur les écrits existants concernant (1) la mesure de la criminalité organisée, essentiellement au moyen de l'Indice de la criminalité organisée établi par la GI-TOC, (2) l'évaluation de la résilience des communautés et (3) l'évaluation de la résilience des communautés dans des contextes spécifiques : communautés de réfugiés, crises humanitaires, catastrophes naturelles, changement climatique et relèvement post-conflit. Nous nous sommes également appuyés sur des recherches antérieures menées par la GI-TOC et sur le travail du programme de résilience de la GI-TOC, qui avait souligné l'importance de prendre en compte le rôle des femmes dans la résilience des communautés face à la criminalité organisée.

Cette analyse a permis de dégager cinq moteurs interdépendants de résilience communautaire, assortis de sous-moteurs :

- Institutions étatiques : soutien efficace de l'État, gouvernance, sûreté et sécurité.
- Capital social : cohésion communautaire, stabilité sociale, réseaux sociaux.
- Capacité communautaire : gouvernance et leadership locaux efficaces, gouvernance locale de la sécurité, communication.
- Rôle des femmes : implication dans la gouvernance, l'économie, les réponses aux économies illicites.
- Capital économique et infrastructures : force de l'économie locale, disponibilité des ressources, infrastructures physiques.

Ces moteurs sont interdépendants et ne doivent pas être considérés comme classés par ordre d'importance.

Conclusions transversales

Les institutions de l'État

Si, lorsqu'elles sont poursuivies de manière isolée, les approches centrées sur l'État peuvent reléguer au second plan les contextes locaux, priver les communautés de leurs droits et ignorer la façon dont celles-ci



Nasarawa Gwong, connue pour ses gangs de rue.

peuvent et doivent remédier aux impacts négatifs de la criminalité organisée⁴, l'État peut jouer un rôle important pour soutenir la résilience des communautés. Le renforcement des liens entre les structures de l'État et les structures communautaires traditionnelles peut déboucher sur des actions plus efficaces contre la criminalité organisée et les groupes extrémistes violents⁵.

Le soutien et la protection de l'État étaient limités dans les cinq communautés étudiées. La réponse de l'État à la criminalité organisée, à la violence communautaire et à l'extrémisme violent était souvent compromise et inefficace. Les problèmes d'intégrité et de capacité des institutions chargées de l'application de la loi et de la justice ont érodé la confiance de la population.

Dans certaines situations étudiées, en particulier au Burkina Faso, les institutions de l'État se sont presque complètement retirées de la communauté, en raison de conflits violents avec des groupes armés ou en prévision de tels conflits. Lorsque l'État n'est pas en mesure de protéger une communauté contre la menace active de groupes criminels ou djihadistes, cela mine la capacité de la communauté à faire preuve de résilience et à prendre des mesures efficaces.

Les études de terrain ont mis en évidence l'importance de la collaboration entre les structures étatiques et communautaires, tant au niveau de la gouvernance (par exemple, lorsque les structures de l'autorité coutumière échangent avec les fonctionnaires locaux ou transmettent des informations aux forces de sécurité) que de la sécurité (notamment en ce qui concerne la coopération entre les forces de sécurité étatiques et les groupes d'autodéfense communautaires). En outre, elles ont montré que, lorsque les institutions étatiques n'étaient pas en mesure d'aider les communautés à assurer la sécurité, des acteurs non étatiques intervenaient pour fournir ce service (voir ci-dessous).

La résilience d'une communauté dépend des menaces présentes, des objectifs poursuivis et des mesures prises

Capacité communautaire

Trois composantes majeures de la capacité communautaire sont essentielles pour renforcer la résilience face à la criminalité organisée : une gouvernance et un leadership locaux efficaces, une gouvernance locale de la sécurité et la communication.

Gouvernance et leadership locaux

Les coalitions entre dirigeants locaux sous la forme de structures de gouvernance locale atténuent la vulnérabilité des individus dans les contextes où la gouvernance est fortement influencée par la criminalité, ce qui rend son exercice local plus résilient au fil du temps⁶.

Dans les communautés de Jos, où l'État était présent et où la menace de violence liée aux marchés illicites était importante, les structures de gouvernance locales ont joué un rôle clé dans l'élaboration de réponses résilientes aux économies illicites. La résilience à la criminalité organisée dépendait en grande partie de la capacité des conseils communautaires locaux (et des réseaux de sécurité civile, le cas échéant) à maintenir de bonnes relations de travail avec l'État et à mobiliser le soutien de la communauté.

En revanche, l'étude de terrain au Burkina Faso a montré que, face aux menaces importantes de violence armée et à l'absence de protection efficace de l'État, les dirigeants locaux, y compris les autorités traditionnelles, ont parfois perdu leur capacité à agir efficacement.

Gouvernance locale de la sécurité

La dynamique de la mobilisation communautaire et de la réponse aux menaces de sécurité perçues et réelles est complexe et fluide, avec des frontières parfois floues entre la défense communautaire et la criminalité, teintées d'une relation ambivalente avec l'État. L'organisation de groupes d'autodéfense a été une composante clé des réponses des communautés aux menaces liées aux conflits et aux économies illicites, conçue pour combler les lacunes dans la présence de l'État⁷.

Les synergies entre l'État et les structures communautaires aident à lutter contre la criminalité organisée

Dans les situations où les études de terrain faisaient apparaître une absence de protection de l'État, les groupes d'autodéfense constituaient la manifestation la plus courante de la résilience communautaire perçue. La majeure partie des communautés étudiées considérait d'un œil positif le rôle des groupes d'autodéfense dans l'atténuation des menaces de sécurité et liées à la criminalité, percevant ces groupes comme une composante clé de la résilience communautaire.

Le rôle des groupes d'autodéfense est complexe : ils peuvent exacerber la fragilité et la violence, par exemple en s'attaquant aux communautés (violence, prédation ou extorsion) ou en s'alliant à d'autres groupes armés non étatiques ; mais ils peuvent aussi s'engager pour jouer un rôle constructif dans l'amélioration de la sûreté et de la sécurité⁸. Il est à noter que la GI-TOC et les définitions prédominantes de la résilience communautaire consacrent l'importance de la non-violence dans ces approches. Cela met en évidence une disjonction essentielle entre les perceptions communautaires et externes de la résilience et indique qu'une meilleure compréhension et un dialogue plus étroit avec les groupes d'autodéfense constituent un thème clé pour de futurs programmes et études.

Communication, information et médias

La communication et l'information ont été identifiées dans une série de contextes comme « un élément central de la plupart, sinon de tous les modèles de résilience communautaire⁹ ». Les espaces permettant une communication régulière et inclusive ont été reconnus comme une composante clé de la capacité communautaire. Les stations de radio communautaires ont été particulièrement mises en avant à Pitche, dans la région de Gabú, où elles constituent une source d'information essentielle et fonctionnent comme une plateforme de dénonciation de la corruption et des activités illicites. Au Burkina Faso, en revanche, les études de terrain ont montré l'importance des réseaux sociaux, notamment WhatsApp, qui ont joué un rôle central dans la capacité des communautés à se mobiliser contre les menaces.

Rôle des femmes

La participation des femmes aux structures de gouvernance locale et à la prise de décision varie selon les études de terrain, et semble être en corrélation avec la capacité des communautés à se mobiliser dans leur ensemble. Dans le cadre des études menées au Nigeria, par exemple, l'implication des femmes dans les structures de leadership et de gouvernance à Dadin Kowa, où les niveaux de résilience communautaire sont apparus globalement plus élevés, dépassait largement celle observée dans les deux autres communautés. À Nasarawa Gwong et à Angwan Rukuba, en revanche, les femmes ont exprimé leur mécontentement d'être exclues des processus décisionnels. Cette exclusion constitue un facteur de marginalisation et de fracture sociale qui semble affaiblir la résilience de la communauté.

Capital économique et infrastructures

Les cinq communautés survivent grâce à des économies fragiles et largement informelles où, à des degrés divers, les marchés illicites jouent un rôle important. À Pitche et dans le secteur de la mine d'or de Radgo, les économies illicites étaient des composantes essentielles des moyens de subsistance locaux. Dans ces lieux, l'économie illicite constitue un facteur de résilience économique et toute intervention destinée à s'attaquer à ces marchés doit en tenir compte.

Les réponses élaborées sans intégrer le rôle des marchés illicites dans la promotion de la résilience économique des communautés peuvent s'avérer contre-productives. Dans les zones où des groupes extrémistes violents sont présents, ces interventions sont particulièrement dangereuses car elles peuvent favoriser le recrutement dans les groupes armés.

Donner accès à des ressources que l'État a interdites fait partie, dans certains contextes, des stratégies de recrutement des groupes armés. Par exemple, dans la région de l'Est au Burkina Faso, le gouverneur a ordonné la fermeture des sites miniers artisanaux en 2018, officiellement dans le but de couper les sources de financement des groupes terroristes. Les mineurs se sont alors tournés vers les djihadistes qui ont rouvert certaines mines, comme celle de Kabonga.

Dadin Kowa : une communauté très résiliente face aux économies illicites

Parmi les cinq études de cas, la communauté de Dadin Kowa s'est distinguée par le fait que, malgré sa diversité ethnique et différentes difficultés, elle présente une grande cohésion, des relations sociales pacifiques et une résilience visible à la criminalité organisée.

Depuis le début des violences communautaires à grande échelle à Jos en 2001, les relations entre chrétiens et musulmans à Dadin Kowa sont tendues. Cependant, la communauté a réussi à rester non violente, même lorsque les communautés voisines ont été submergées par des troubles violents.

Les habitants de Dadin Kowa parlent avec fierté de l'image pacifique de la communauté. L'un d'entre eux a ainsi déclaré : « Nous sommes fiers d'être un exemple de vie en paix pour les autres communautés¹⁰. » La paix, élément central de l'identité collective, est une caractéristique observée dans toutes les communautés qui ont fait preuve d'une grande résilience face à des conflits et à la criminalité¹¹.

Les principaux groupes criminels de Dadin Kowa se livrent au trafic de drogue et au vol à main armée. Cependant, contrairement aux réseaux hautement organisés qui opèrent à Nasarawa Gwong et dans d'autres communautés de Jos, les réseaux criminels de Dadin Kowa sont peu structurés, horizontaux et sans coordination centrale.

Dadin Kowa s'est distinguée par la force de ses capacités communautaires, en partie due à la solidité des structures locales de gouvernance et de leadership. Le conseil traditionnel se réunit chaque semaine pour discuter du bien-être et de la sécurité de la communauté, et s'engage étroitement auprès des associations de femmes et de jeunes, adoptant ainsi une structure de prise de décision inclusive.

La relation entre la communauté et le groupe d'autodéfense s'est avérée particulièrement étroite à Dadin Kowa. Les membres du groupe d'autodéfense ont évoqué avec fierté la coopération et le soutien qu'ils recevaient de la part des habitants de la communauté, qui avaient l'habitude de verser de l'argent pour assurer une allocation mensuelle aux membres du groupe. Ces derniers présentaient également une forte relation de collaboration avec les forces de l'ordre. Les groupes des autres communautés de Jos recevaient moins de soutien de la communauté, et ne bénéficiaient d'aucune aide financière de sa part.

Au total, une gouvernance et des réseaux de sécurité forts et inclusifs, ainsi que le rôle central de la paix en tant qu'élément constitutif de l'identité collective, ont permis aux habitants de Dadin Kowa de mieux résister aux menaces, ce qui a abaissé le niveau des tensions communautaires et de la violence associée, et réduit la prévalence des crimes violents.

Conclusion

Cette étude exploratoire commence à mettre en lumière des composantes clés interdépendantes de la résilience de différentes communautés face aux menaces liées aux conflits armés et aux économies illicites.

Elle confirme les conclusions de recherches antérieures concernant les frontières floues entre la défense communautaire, la criminalité et même la violence communautaire.

Avant de chercher à soutenir des réponses, il est important de comprendre pleinement le caractère légitime ou non de chaque économie illicite au sein d'une communauté. Lorsque les économies illicites jouissent d'un haut degré de légitimité et font partie intégrante de la résilience économique des communautés, il convient d'en tenir compte avant de concevoir des interventions. À la place de la répression, ce facteur peut alors faire pencher en faveur d'une réponse axée sur le développement.

Face aux marchés illicites et aux conflits armés, la résilience au niveau des communautés est liée à la résilience nationale, c'est-à-dire à l'aide apportée par l'État pour assurer la sécurité. L'absence de soutien efficace de l'État en matière de sécurité sape les efforts pour renforcer la résilience locale, même si certaines initiatives locales voient néanmoins le jour. Il convient d'identifier et de soutenir les initiatives et les projets naissants en vue d'associer l'État aux activités mises en œuvre, dans la mesure du possible.

Recommandations

Dans le but de tirer des enseignements pratiques de l'étude en vue d'une programmation plus efficace, nous proposons les recommandations suivantes pour renforcer l'approche de la résilience communautaire visant à lutter contre les effets négatifs de la criminalité organisée et des marchés illicites. Les recommandations présentées ci-dessous sont, dans une large mesure, interdépendantes, chacune renforçant l'autre, et il est peu probable qu'elles soient suffisantes prises isolément.

En outre, ces recommandations nécessitent un engagement soutenu, des ressources importantes, de la flexibilité et de l'adaptabilité. Il est essentiel qu'elles soient prises en main au niveau local et adaptées au contexte spécifique de l'intervention. Si ces conditions complexes sont réunies, il est possible que les mêmes actions n'aient pas le même résultat dans différentes communautés. D'autres recherches sont nécessaires



Équipement de la mine d'or artisanale de Radgo, Burkina Faso

pour tester et approfondir ces recommandations et pour mieux comprendre comment les mettre en pratique dans différents contextes.

- Assurer une protection et une sécurité de base aux communautés vulnérables confrontées à des menaces de sécurité est une condition préalable pour renforcer leur résilience face à la criminalité organisée. Dans certains cas, cela peut impliquer une amélioration des infrastructures de base. Dans d'autres cas, il peut s'agir de soutenir les initiatives de l'État visant à améliorer la sécurité locale et la sûreté publique en coopération avec les dirigeants locaux. Lorsque l'État est prédateur et constitue une part importante du problème de sécurité, l'entreprise peut s'avérer extrêmement difficile.
- Des stratégies efficaces de lutte contre la corruption dans le secteur public sont des facteurs clés pour renforcer la légitimité de l'État et promouvoir la résilience des communautés face à la criminalité organisée. Il est nécessaire d'adopter des mesures pour lutter contre l'impunité et la corruption à tous les niveaux, mais surtout au niveau local, où elles minent la confiance de la communauté dans les institutions et sa volonté d'agir pour contrer les effets négatifs de la criminalité organisée.
- Il est important de soutenir le développement de réseaux sociaux conscients de la criminalité organisée et des marchés illicites et préoccupés par ces phénomènes, proportionnellement à l'ampleur de la menace. Ces réseaux peuvent jouer un rôle crucial de contrôle social informel en affirmant des valeurs et des objectifs communs, le respect des règles institutionnelles et des attentes concertées.
- Il est nécessaire de prêter attention aux obstacles contextuels à la résilience des communautés, notamment le manque de coordination entre les acteurs de la résilience et le manque de sensibilisation du public à l'impact local de la criminalité organisée et des marchés illicites¹².
- Il est nécessaire de soutenir la gouvernance locale, notamment le leadership et les mécanismes de gouvernance traditionnels, en renforçant les capacités, en fournissant des ressources et, si nécessaire, en offrant une protection efficace. Il faut mettre en place des interventions progressives pour créer des relations et des coalitions entre les dirigeants locaux et les acteurs de la résilience et pour soutenir des actions concrètes.
- Il est important de soutenir l'amélioration des relations et de la coopération entre les agences et institutions de gouvernance de l'État, les mécanismes de gouvernance locale et les acteurs locaux de la résilience. Cette démarche implique notamment de consolider les relations entre l'État et les citoyens

au niveau local en se fondant sur la communication, les attentes concertées, la transparence et la responsabilité mutuelle.

- Il est possible d'améliorer la sécurité publique et la résilience locale face à la criminalité organisée en soutenant les conseils communautaires locaux, les chefs traditionnels et les réseaux de sécurité civile, lorsqu'ils existent, et en les aidant à nouer et à maintenir de bonnes relations de travail avec l'État, ainsi qu'à mobiliser l'engagement et le soutien de la communauté.
- Lorsque les programmes de résilience communautaire se déroulent dans des contextes où des acteurs non étatiques de sécurité ont comblé les lacunes dans la présence de l'État au niveau local, ils doivent inclure des interventions visant à soutenir les communautés dans leur négociation des attentes et des règles avec les groupes de défense civile. Cela permettra d'atténuer les risques inhérents à ces groupes et de déterminer comment ils peuvent légitimement offrir une protection efficace à la communauté.

Notes

- 1 Voir : S. Autesserre, *The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World*, New York : Oxford University Press, 2021.
- 2 Les résultats de la recherche sur la communauté pastorale ont été intégrés dans l'analyse globale, mais n'ont pas fait l'objet d'une étude de cas distincte car, contrairement aux autres communautés étudiées, la communauté pastorale est dispersée sur le plan géographique et n'offre pas les conditions appropriées pour une comparaison.
- 3 Yvon Dandurand, Lucia Bird Ruiz Benitez de Lugo, Kingsley Madueke et Oumar Zombre, *Renforcer la résilience face à la criminalité organisée*, janvier 2023, <https://issafrica.org/fr/recherches/livres-et-autres-publications/renforcer-la-resilience-face-a-la-criminalite-organisee>.
- 4 L. Bird, *Rethinking Resilience: The Role of Women in Community Responses to Organised Crime*, Genève : GI-TOC, 2021.
- 5 R. Locke, *Organised Crime, Conflict, and Fragility: A New Approach*, New York : International Peace Institute, 2012, p. 14.
- 6 C. Arandel, D.W. Brinkerhoff et M.M. Bell, « Reducing Fragility Through Strengthening Local Governance in Guinea », *Third World Quarterly*, 36(5), 985-1006, 2015, <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1025741>.
- 7 L. Van Metre a également identifié l'organisation de groupes d'autodéfense comme un élément important du rôle croissant des acteurs non étatiques dans la fourniture de sécurité au Nigeria. L. Van Metre, *D'auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires*, Réseau RESOLVE, 2020, <https://doi.org/10.37805/cbags.fr.2020.2>.
- 8 L. Van Metre, *D'auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires*, Réseau RESOLVE, 2020, <https://doi.org/10.37805/cbags.fr.2020.2>.
- 9 J.B. Houston, M.L. Spialek, J. Cox, M.M. Greenwood et J. First, « The Centrality of Communication and Media in Fostering Community Resilience: A Framework for Assessment and Intervention », *American Behavioral Scientist*, 59:2, 270-283, p. 271.
- 10 Entretien avec un habitant de Dadin Kowa, 7 décembre 2021.
- 11 Voir, pour des exemples supplémentaires dans divers pays : S. Autesserre, *The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World*, New York : Oxford University Press, 2021.
- 12 Par exemple, les dialogues sur la résilience des communautés, facilités par le Fonds pour la résilience de la GI-TOC, offrent aux membres d'une communauté une occasion importante de discuter des problèmes et des mesures possibles dans un espace sûr qui n'existerait pas sans soutien extérieur.



Crédits photo

Page

© Wikipedia.....	Couverture
GI-TOC.....	3
© Oumar Zombre.....	7

Cette publication est cofinancée par



UNION EUROPÉENNE



cooperation
germany – ecowas

ZUSAMMENARBEIT DEUTSCHLAND – ECOWAS

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères. Son contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Union européenne ou du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères.

Biographie des auteurs

Yvon Dandurand : Yvon est professeur émérite de criminologie et de justice pénale à l'Université de Fraser Valley, en Colombie-Britannique (Canada). Il est également membre et associé principal de l'International Centre for Criminal Law Reform and Criminal Justice Policy et membre du Réseau d'experts de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée.

Lucia Bird Ruiz Benitez de Lugo : Lucia est directrice de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest au sein de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée. Auparavant, elle a travaillé comme conseillère juridique et politique auprès du département de la Planification et du Développement du gouvernement du Punjab, au Pakistan, et auprès du ministère des Finances du Ghana.

Kingsley Madueke : Kingsley est coordinateur de recherche sur le Nigeria au sein de l'Observatoire de l'Afrique de l'Ouest de l'Initiative mondiale. Il est chargé de cours au Centre for Conflict Management and Peace Studies de l'Université de Jos. Il a beaucoup écrit sur la violence et l'instabilité au Nigeria. Kingsley est docteur en Sciences politiques de l'Université d'Amsterdam.

Oumar Zombre : Oumar est journaliste principal bilingue, actuellement basé au Burkina Faso. Il exerce depuis plus de quinze ans et a remporté de nombreux prix et distinctions journalistiques.

Remerciements

Les auteurs remercient tous les membres des communautés qui ont pris le temps d'échanger avec l'équipe et de faire part de leur expérience des économies illicites et de l'instabilité. Sans leurs contributions, qui sont au centre de cette note, cette recherche n'aurait pas pu être menée à bien. En outre, nous souhaitons témoigner toute notre reconnaissance à l'ADIC-Nafaia pour son soutien, ainsi qu'à l'équipe de chercheurs en Guinée-Bissau, qui s'est occupée de la collecte de données à Pitche, et enfin aux réviseurs de ce rapport qui nous ont fait part de leurs précieuses idées.

Photo de couverture :
Femmes à Kaya, au Burkina Faso,
pétrissant le mil pour préparer à manger.



OCWAR-T

Organised Crime: West African Response to Trafficking

Coordonné par

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Mis en œuvre par

ISS INSTITUT D'ÉTUDES
DE SÉCURITÉ

GLOBAL INITIATIVE
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME